



Recherche, Conseil, Formation et Plaidoyer  
en  
Education, Droits humains et Transformation de conflit

Périodique N° 10/ArtHum/06

**CONFLITS EN AFRIQUE ET OPPORTUNITES  
POUR DES PROGRAMMES PILOTES DANS L'HUMANITAIRE :  
CAS DU PEAR**

Par  
Dieudonné Amisi Mutambala  
Chercheur en Education, Droits humains et Transformation de conflit

- Janvier 2007 -

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	
Condoléances.....	2
1. INTRODUCTION.....	3
1.1. Réalités globales, régionales et locales .....	3
1.2. Besoin de protection des personnes déplacés à l'intérieur du pays et défi aux limitations sur le plan diplomatique et juridique.....	3
2. LE PAIR (Programme Elargi pour l'Assistance au Retour des déplacés).....	4
2.1. Note explicative sur le RRM (Rapid Response Mechanism).....	4
2.2. Initiative PEAR et son bien-fondé.....	5
2.3. Informations sur le séminaire atelier de lancement du PEAR.....	6
3. LA METHODOLOGIE PROPOSEE POUR LA COLLECTE D'INFORMATION.....	8
3.1. Sources d'information ou interlocuteurs .....	8
3.2. Présentation .....	8
3.2. Collecte d'information .....	8
4. UNE ILLUSTRATION SUR LES EVALUATIONS PRELIMINAIRES ET PRIORITAIRES DU PEAR (Outils revus et harmonisés pour l'Education) .....	9
4.1. Variables, indicateurs et critères.....	9
4.2. Sources potentielles d'information.....	10
4.3. Fiche d'évaluation du village.....	11
4.4. Annexe 1 – Fiche d'évaluation de l'école.....	13
4.3. Annexe 2 – Questionnaire d'évaluation au niveau du ménage.....	18
5. LES RESULTATS ATTENDUS PAR LES INITIATEURS ET LES PREOCCUPATIONS DES DELEGUES.....	21
5.1. Attentes des initiateurs.....	21
5.2. Préoccupations des délégués .....	21
6. DES LIENS ENTRE LE PEAR ET LA MISE EN APPLICATION DES NORMES MINIMALES POUR L'EDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE ET DE POST-URGENCE (MSEE).....	24
CONCLUSION.....	25
BIBLIOGRAPHIE.....	26

## **AVANT-PROPOS**

### **Condoléances**

Au nom des artisans de la Paix  
Du personnel, des partenaires  
Et de toute la famille des musiciens  
Nous voudrions nous joindre

A la communauté internationale  
Pour exprimer notre grande tristesse  
Et notre choc à l'égard  
De la grande tragédie

%

Qui frappe le peuple congolais  
Il y a de cela belle lurette.

%

Nous profitons de cette occasion  
Pour exprimer notre profonde empathie  
Et nos sincères condoléances  
Aux familles des victimes.

**Chanson extraite de** : disque « Drapeau Bleu »  
**Maison d'enregistrement** : Studio des Xavériens  
**Date d'enregistrement**: mars 2004  
**Lieu** : Muhumba, ville de Bukavu, Sud-Kivu, RDC  
**Noms de l'auteur** : Chance Amisi Bahati  
**Fonction** : Chanteur Principal et Compositeur  
**Groupe Musical** : ArtHum  
**Cadre** : Programme SIP (Soutien aux Initiatives de Paix)

## **CONFLITS EN AFRIQUE ET OPPORTUNITES** **POUR DES PROGRAMMES PILOTES DANS L'HUMANITAIRE :** **CAS DU PEAR**

### **1. INTRODUCTION**

#### **1.1. Réalités globales, régionales et locales**

Les situations malheureuses qu'ont traversées les populations du monde en général, et les Africains en particulier dans leurs contextes sous-régionaux intégrés sont des sources d'inspirations, pas nécessairement comme qui dirait « A quelque chose, le malheur est bon ! » ou « Qui se perd à gauche se gagne à droite ! » C'est plutôt dans la compréhension rationnelle de ce que sont les réalités au sujet de catastrophes liées à la dérive du comportement humain et aux aléas naturels ou environnementaux.

La localisation de la République Démocratique du Congo de part et d'autre de l'équateur et dans la partie centrale de l'Afrique, sa superficie de 2.345.000 Km<sup>2</sup>, sa démographie de 62 660 551 d'habitants, son fleuve étant le second de l'Afrique par sa longueur de 4 373 Km et le second du Monde avec un débit maximal de 75 000 m<sup>3</sup>/s et débouchant par la ligne côtière Est de l'Océan Atlantique. Ces facteurs présentent une réalité géographique particulière. En plus, ce pays est frontalier au Congo Brazzaville à l'Ouest, délimitée au Nord par la République Centrafricaine et le Soudan. A l'Est, ses pays limitrophes sont l'Ouganda, la Rwanda, le Burundi et la Tanzanie ; et enfin au Sud, il a comme voisins la Zambie et l'Angola. Cela fait un total de neuf pays limitrophes appartenant à plusieurs sous-régions africaines. Tous ces aspects, qui plus est, les richesses potentielles (sol, sous-sol, flore et faune) dont il regorge lui confèrent une position stratégique importante dans le concert des nations.

En effet, l'histoire coloniale de ce pays, les turbulences qu'ils a expérimentées dès son accession à l'indépendance (le 30/06/2006) et ses tâtonnements à « l'école de la démocratie », ainsi que des conflits armés enclenchés au cours des années 90 et tous les affres sur lesquels ce périodique ne peut s'attarder, entre autres environ 4 millions de morts dues et/ou liées à la guerre, et une situation humanitaire déplorable avec une particularité de déplacements forcés à l'intérieur du pays, constituent des « fenêtres d'opportunités » pour les chercheurs, académiques, diplomates et humanitaires en vue de tabler sur de nouvelles pratiques éventuelles en rapport avec des adaptations et/ou des innovations sur le plan théorique dans leurs domaines respectifs.

#### **1.2. Besoin de protection des personnes déplacés et défi aux limitations sur le plan diplomatique et juridique**

« La communauté des organisations humanitaires est de plus en plus consciente de la crise causée par les déplacements internes qui frappent plus de 20 millions de personnes dans le monde entier. S'il incombe avant tout aux gouvernements et aux autorités locales de protéger les personnes déplacées, et il importe néanmoins que la communauté internationale examine comment elle peut contribuer à renforcer au mieux la protection de ces personnes dans les situations de conflit et de crise. Il nous faut aussi conserver l'aide humanitaire d'une manière

qui permette d'offrir une protection accrue aux personnes déplacées. »<sup>1</sup> (M. Sergio Vieira De Mello, ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies)

« Si la transition a réussi à instaurer deux années de paix relative en RDC, d'importantes carences mettent en danger la période post-électorale. Dramatiquement appauvrie par sept années de guerre, la population a peu profité des dividendes de la paix.

La pauvreté n'a pas diminué de manière appréciable, l'emploi n'a pas manifesté une tendance à la hausse décisive, les salaires moyens n'ont pas vraiment augmenté et les services sociaux n'ont enregistré d'amélioration majeure ni dans la quantité ni dans la qualité.

En même temps, les milices poursuivent leurs activités, surtout dans l'Est, les violations des droits de l'homme sont généralisées, souvent perpétrées par les forces de sécurité, et les groupes dissidents, bien que limités en nombre, continuent de rejeter le processus de paix.

Même si l'on peut s'attendre à ce que les élections donnent la légitimité nécessaire à l'administration mise en place après la transition, le principal problème auquel le nouveau Gouvernement sera confronté probablement c'est la gestion des attentes post-électorales. »<sup>2</sup>

## **2. LE PEAR : Programme Elargi pour l'Assistance au Retour des déplacés**

### **2.1. Note explicative sur le RRM**

Le PEAR est une initiative complémentaire au RRM (Rapid Response Mechanism). Comme le confirme les agences des Nations Unies en RDC, nombreuses crises ont contribué à une détérioration rapide de la situation humanitaire dans le pays. Des dizaines de milliers de personnes ont fui les combats opposants les belligérants dans plusieurs localités. Ces crises ont démontré certaines lacunes de la communauté humanitaire, notamment son manque de capacité pour répondre à de nouvelles crises complexes.

Pour faire face à ces situations, toujours selon des sources onusiennes, le Coordonnateur Humanitaire des Nations Unies, avec le soutien d'OCHA, de l'UNICEF et de DIFD (United Kingdom's Department for International Development) a mis en place le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) en octobre 2004, un mécanisme capable de doter les organisations humanitaires de moyens financiers et matériels nécessaires pour répondre aux crises humanitaires.

Depuis, et grâce au Mécanisme de Réponse Rapide, OCHA et UNICEF confirment que près de 700.000 personnes ont été directement assistées en non vivres, en biscuits protéiniques (alimentation d'urgence) et en abris. En plus, environ 300.000 personnes ont pu bénéficier d'une assistance médicale et eu accès à l'eau potable ainsi qu'aux programmes d'éducation d'urgence, toujours dans le cadre du RRM qui a jusque là servi d'outil de réponse rapide et multisectoriel en RDC. Toute population en situation de vulnérabilité aiguë suite à un déplacement causé par un risque sécuritaire ou à une épidémie, ou alors à une catastrophe naturelle rentre dans le cadre du RRM.

Il est à noter que le RRM entre en application en l'absence de capacité de réponse dans une zone affectée, et les types d'interventions lui assignées sont :

- Evaluation humanitaire inter agences ;
- Désenclavement des populations vulnérables et amélioration de l'accès des humanitaires (réhabilitation sommaire et rapide d'infrastructure);

---

<sup>1</sup> Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (OCHA - New York)

<sup>2</sup> Plan d'Action 2006, République Démocratique du Congo (OCHA – Kinshasa)

- Acheminement d'urgence de l'assistance et déploiement d'acteurs humanitaires ;
- Assistance en abris, bien non alimentaires, alimentation d'urgence ;
- Eau et assainissement d'urgence ;
- Education primaire d'urgence ;
- Prise en charge des victimes de violences sexuelles ;
- Dotation d'équipements MOSS pour les points focaux (ONG).

Les points focaux et Rooster d'experts qui, jusqu'en fin 2006 - période d'élaboration de ce périodique – ont fait la couverture géographique du RRM, sont les suivants :

- SOLIDARITES, au Nord-Kivu
- IRC (International Rescue Committee), au Sud-Kivu
- CESVI (Cooperazione e Sviluppo) pour les non vivres, abris, alimentation d'urgence – BP5 en Ituri
- SOLIDARITES, pour eau et assainissement en Ituri
- CRS (Catholic Rescue Service), au Katanga
- ROOSTER DES EXPERTS, dans d'autres provinces.

## **2.2. Initiative PEAR et son bien-fondé**

Le communiqué de presse N° 026/06 lancé par l'UNICEF en octobre 2006 à Kinshasa a annoncé un nouveau volet d'assistance en faveur des populations déplacées de la RDC.

La première phase de cette initiative dénommée Programme Elargie d'Assistance au Retour (PEAR en sigle) est financée par les bureaux d'Aide Humanitaire de l'Union Européenne (ECHO) et des Etats-Unis (OFDA). Elle prévoit d'assister plus de 35.000 familles déplacées en leurs milieux de retour, une population approximative à 175.000 personnes. Cette assistance sera constituée des articles de ménage essentiels, habits, moustiquaires et abris d'urgence.

Il sera aussi question de répondre aux besoins essentiels dans le domaine de l'éducation, notamment la réhabilitation légère des écoles et l'approvisionnement en kits scolaires pour les populations retournées.

On espère que les familles/personnes retournées pourront se réinstaller dans des conditions plus humaines dans leurs communautés qu'elles ont quittées à cause des conflits depuis plusieurs mois. Ces conflits, comme on le sait bien, entraînent naturellement des destructions de l'habitat, des actes de pillage des biens et des violences sous toutes ses formes conduisant à des pertes de vies humaines, dans un contexte de prolifération d'armes de guerre tenues par des milices groupes, armés et bandes d'inciviques non autrement identifiées.

L'initiative PEAR est mise en œuvre par des partenaires opérationnels de l'UNICEF. Dans un premier temps, il s'agit des organisations suivantes :

- AVSI (Associazione Volontari per il Servizio Internazionale), au Sud-Kivu
- NRC (Norwegian Refugee Council), au Nord-Kivu
- SOLIDARITES, en Ituri
- CRS (Catholic Rescue Service), au Katanga.

Cette initiative représente une opportunité (et cela fait partie intégrante de sa mission) pour la collecte de données sur les conditions générales dans les zones de retour, dans l'optique de prioriser les interventions dans les autres secteurs clef de l'action de l'UNICEF. Ces autres secteurs sont en principe l'eau et l'assainissement, l'éducation, la santé et nutrition ainsi que la protection de l'enfance.

Le bilan des interventions de l'UNICEF et ses partenaires opérationnels fait état de 515.000 personnes déplacées et retournées en RDC depuis janvier 2006. Ces personnes ont reçu une aide d'urgence en matériels essentiels de ménage et abris d'urgence. Toutes ces interventions antérieures au lancement du PEAR et bien celles projetées d'être menées avec la nouvelle initiative s'intègrent dans l'ensemble des interventions humanitaires attendues de la famille humanitaire, une communauté regroupant aussi bien les agences des Nations Unies que les organisations non gouvernementales en faveur des populations vulnérables et victimes de

déplacements forcés par les conflits ou les catastrophes naturelles.

### **2.3. Information sur le séminaire atelier de lancement du PEAR**

Tenu à Goma, une ville de la RDC voisine à celle de Gisenyi située de l'autre côté au Rwanda, chef lieu de la province du Nord-Kivu dont une grande étendue a été ravagée par des laves volcaniques qui s'y sont écoulées le 17/01/2002 au départ du Volcan Nyiragongo localisé dans la direction Nord de cette ville et avoisinant le Parc National de Virunga, avec sa partie sud (de Goma) située au bord du Lac Kivu, le séminaire atelier de lancement du PEAR s'y est déroulé du 13 au 15 décembre 2006.

Les objectifs dudit séminaire étaient les suivants :

- Assurer une compréhension commune du PEAR parmi les différents acteurs ;
- Clarifier les rôles, responsabilités et liens entre le PEAR et les autres mécanismes/programmes/initiatives ;
- Assurer que les (3) équipes de PEAR – Equipe d'Evaluations Multisectoriels (Multi-Sectoral Assessment, MSA en sigle anglais), Equipes d'Information et Equipes des Antennes – aient des termes de références bien définis et qu'elles comprennent leurs rôles ;
- Identifier 3 ou 4 indicateurs clés de vulnérabilité par secteur pour la grille de vulnérabilité globale des zones de retour ;
- Revoir les outils d'évaluation initiale, les harmoniser/standardiser et assurer une bonne connaissance par tous les participants ;
- Adopter la matrice de responsabilités et celui de flux d'information entre le PEAR, le RRM, le CPIA (Comité Provincial Inter-Agence) et les cluster Leads, puis assurer les liens entre le PEAR et les systèmes de coordination humanitaire (clusters, en particulier ceux intervenant dans les situations de post-conflit ou post-catastrophe (Early Recovery) comme celles du Retour et de la Réintégration et de Développement ;
- Partager des lignes maîtresses (guidelines) des intervenants PEAR en Education d'Urgences et Articles Non Vivres & Abris (NFI/Shelter), ces deux secteurs étant les plus concernés par le programme.

La participation a été forte tout au long de ce séminaire atelier, sur le plan tant organisationnel que humain en termes de capacités et expertises dans les deux secteurs humanitaires clef de PEAR ci haut mentionnés (Education et NFI/Shelter), mais également concernant les autres clusters ou spécificités d'intervention, dont les informations nécessaires auront à être collectées par les équipes MSA en déploiement sur terrain à dater du début de cette année 2007. Les données collectées seront compilées sous forme d'une base de données à monter au bout du premier trimestre de cette même année.

Les délégués invités à ce séminaire atelier provenaient des institutions et structures ci-après :

- Partenaires qui agiront comme des Points Focaux de PEAR
  - AVSI, au Sud-Kivu
  - NRC, au Nord-Kivu
  - SOLIDARITES, en Ituri
  - CRS, au Katanga
- Agents du projet PEAR au sein des Points Focaux
  - Coordinateurs/Superviseurs des projets
  - Membres des Equipes MSA
  - Officiers d'Information
  - Antennes (Officiers de Liaison)
- Equipes Urgence de l'UNICEF
  - Chefs des bureaux de zone
  - Chefs des secteurs programmes (Watsan, Nutrition & Santé, Protection, Education, Planification, VIH/SIDA)
  - Agents UNICEF du bureau régional
  - Agents UNICEF du bureau de l'Ouganda.
- Bailleurs
  - ECHO
  - OFDA
- Offices et agences des Nations Unies
  - UNHCR
  - PNUD
  - OCHA
  - PAM
  - OMS
  - FAO et
  - MONUC-CAS (Civil Affairs Section)
- Institution Publique
  - Ministère congolais du Plan

#### **2.4.Clusters en RD Congo**

- Articles Non Vivres (NFI) : UNICEF
- Eau, Assainissement et Abris (WASH) : UNICEF
- Télécommunication d'Urgence (TELECOMS) : UNICEF
- Nutrition : UNICEF
- Education : UNICEF
- Protection : HCR/MONUC
- Santé : OMS
- Post-Urgence (Early Recovery) : PNUD/HCR
- Logistique: PAM
- Sécurité Alimentaire: FAO/PAM



### 3. LA METHODOLOGIE PROPOSEE POUR LA COLLECTE D'INFORMATION

L'identification des interlocuteurs potentiels, l'aperçu sur la méthodologie, la vérification des outils, le rappel de principes « do no harm » et comment conduire une interview sont des principes clés à respecter pour la collecte d'information.

Le test des outils et la simulation de l'interview sont des exercices à appliquer.

#### 3.1. Sources d'information ou interlocuteurs

- Pour la fiche du village c'est le chef du village, le comité du village (le taux de 50% de participation de femmes est souhaitable) ;
- Pour la fiche de l'école – Chef d'établissement, représentants des enseignants, comité des parents (il est mieux d'assurer la participation du personnel féminin et des mères) ;
- Pour la fiche de ménage – Mère/femmes (ou Chef de famille).

#### 3.2. Présentation

- Il est impératif de se rassurer que les gens avec lesquelles on va échanger se sentent à l'aise ou sont vraiment disposées.
- Lors de la présentation des objectifs de l'évaluation, il est mieux de dire ce qu'est le PEAR (il faut au préalable une introduction standards pour l'équipe).
- Il faut également donner aux interlocuteurs l'opportunité de poser des questions.
- Lorsque c'est le tour de l'enquêteur de poser des questions, il devra accorder le temps d'y répondre.

#### 3.3. Collecte d'information

- Discrétion – Confidentialité – Sensibilité – Respect
  - Des considérations éthiques sont essentielles à toutes formes de données destinées aux réponses humanitaires. La collecte d'informations, pour n'importe quel but, y compris le monitoring, l'évaluation ou l'enquête, peut exposer des gens aux risques – pas seulement à cause de la nature sensible des informations collectées, mais aussi une simple participation au processus peut faire cibler des individus ou les mettre en risque.
  - Le principe de base du respect, le “do no harm”, et la non-discrimination doit être gardés à l'esprit. Ceux qui collectent les informations ont la responsabilité de protéger les participants et les informer sur leurs droits.
- Ce que l'enquêteur n'est pas supposé de faire
  - S'attarder ou insinuer sur des vulnérabilités individuelles ;
  - Enquêter sur des cas individuels ;
  - Créer des attentes ou faire des promesses.
- Ce que l'enquêteur est supposé de faire
  - Prévenir une souffrance complémentaire des survivants dans l'avenir (en brisant la confidentialité, en demandant aux interlocuteurs de répondre aux questions...);
  - Comprendre la situation, la pertinence du problème ;
  - Circonscrire les événements dans un contexte ;
  - Faire rapport sur les problèmes majeurs, les défis ou contraintes préalables.

#### **4. UNE ILLUSTRATION SUR LES EVALUATIONS PRELIMINAIRES ET PRIORITAIRES DU PEAR (Outils revus et harmonisés pour l'Education)**

« En matière d'éducation, les conflits armés et les catastrophes naturelles sont des éléments perturbateurs qui dérèglent les systèmes existants et bloquent les accès habituels. Mais ces dérèglements, tout traumatisants qu'ils soient, peuvent également offrir des opportunités de développement »<sup>3</sup>.

Le séminaire régional organisé par l'UNICEF pour le lancement du PEAR en décembre 2006 a été une occasion incontestable pour l'échange, la réflexion, la discussion et le consentement autour des outils d'évaluation multisectorielle de la situation humanitaire dans les zones potentielles de retour.

Pour ce qui concerne l'Education, le séminaire régional a doté les participants de :

- 3 Variables
- 3 Indicateurs
- 3 Critères
- 1 Fiche d'évaluation du village
- 1 Fiche d'évaluation de l'école
- 1 Fiche d'évaluation au niveau du ménage.

##### **4.1. Variables, indicateurs et critères**

- Variable 1.
  - Le nombre d'enfants en âge scolaire qui fréquentent l'école
- Indicateur 1.
  - Le taux de fréquentation de l'école par rapport au nombre d'enfants en âge scolaire
- Critère 1.
  - Les zones où moins de 40% d'enfants en âge scolaire fréquentent l'école.
- Variable 2
  - Le nombre de salles de classe viable dans la zone de retour
- Indicateur 2
  - Le nombre de salles de classe disponibles dans l'école par rapport au nombre d'enfants
- Critère 2
  - Les zones où l'on a plus de 50% d'enfants par salle de classe.
- Variable 3
  - Le nombre d'enfants scolarisés qui n'ont pas accès aux objets classiques (matériels scolaires)
- Indicateur 3
  - Le taux d'enfants qui ont accès aux objets classiques (matériels scolaires)
- Critère 3
  - Les zones de retour où l'on trouve 70% d'enfants scolarisés qui n'ont pas accès aux objets classiques (matériels scolaires).

---

<sup>3</sup> Urgence, éducation et innovations (Revue Migration Forcée, Centre d'Etudes sur les Réfugiés & Université d'Oxford)

#### **4.2. Sources potentielles d'informations**

- Pour la fiche d'évaluation du village
- Autorité (notable ou autre), comité du village (avec 50% de présence des femmes)
- Pour la fiche d'évaluation de l'école
- Chef d'établissement (Directeur ou autre), comité d'enseignants et de parents.
- Pour la fiche d'évaluation au niveau du ménage
- Chef de famille (Père, mère ou tuteur/tutrice)

**4.3. Fiche d'évaluation du village**

PEAR	EDUCATION – FICHE D'EVALUATION DU VILLAGE
------	---

Cette fiche a deux annexes: pour l'école et pour le ménage

Date	ONG/ Evalueur
------	---------------

Village/Site	Province
Territoire	Sous-division

1. INFORMATIONS GENERALES SUR LES POPULATIONS AGES DE MOINS DE 18 ANS								
	Résidents (jamais quitté le village)		Déplacés (dans le village)		Retournés		Enfant qui ont abandonné le village et sont déplacés ailleurs	
	M	F	M	F	M	F	M	F
0 - 5 ans								
6 - 12 ans								
13 - 18 ans								
Total								

2. FACILITES OU OPPORTUNITES D'EDUCATION DANS LE SITE			
	Nombre	Régime de gestion	Active/Pas active
ECE/ Ecole maternelle			
Ecoles primaires			
Ecoles secondaires			
CRS/ CENF			

3. INFORMATIONS GENERALES SUR LES ECOLES								
Nom de l'école	Nom du Directeur ou Préfet	Type d'école (primaire, secondaire, etc.)	Etat de l'école		Nbre. d'élèves		Nbre. d'enseignant.	
			Endommagé	Détruit	M	F	M	F

4. INFORMATIONS GENERALES SUR LES ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DANS LE SITE							
	Résidents		Déplacés dans le village		Retournés (de moins de 3 mois)		
	M	F	M	F	M	F	
Classe 1							
Classe 2							
Classe 3							
Classe 4							
Classe 5							
Classe 6							
Elèves inscrits ne fréquentant plus l'école							
Total							

Principales raisons d'abandon scolaire:  Manque de facilités (fournitures, salles de classe...)  Ecole détruite/endommagée  Insécurité  Longue distance  Lourd travail domestique  Frais de scolarité  Non inscrits à cause du retour récent/tardif  Raisons culturelles  Autres, \_\_\_\_\_

5. INFORMATIONS GENERALES SUR LES ENSEIGNANTS DE L'ECOLE PRIMAIRE DANS LE SITE						
	Résidents		Déplacés		Retournés	
	M	F	M	F	M	F
Classe 1						
Classe 2						
Classe 3						
Classe 4						
Classe 5						
Classe 6						
Total						

6. ACTEURS TRAVAILLANT DANS LE SECTEUR EDUCATION DANS LE SITE		
Organisation	Type d'organisation	Type d'intervention

**4.4. Annexe 1 – Fiche d'évaluation de l'école**

B PEAR	ANNEXE 1 – FICHE D'EVALUATION DE L'ECOLE
--------	--

Date	ONG / Evalueur
------	----------------

Village / Site	Province			
Territoire	Sous-division			
Nom de l'école	Nom du Directeur:		Téléphone	
N° d'agrément	Régime de gestion:		Cordonnées GPS	

1. ETAT GENERAL DE L'ECOLE		
Détruite totalement	Partiellement	Bon état
Par exemple: brûlée, plusieurs murs cassés, pas de toiture	Par exemple: portes volées, fenêtres volées, un mur endommagé	

Quelle est la cause de l'endommagement ?

- Pillage (hommes armés)     conflit     vols     intempérie naturelle  
 Autres raisons, spécifier: \_\_\_\_\_

Si l'école était endommagée par le conflit, dans quelle année ? \_\_\_\_\_

2. SPECIFICATIONS SUR LE BESOIN EN REHABILITATION DE L'INFRASTRUCTURE				
	Total	Besoin en légère réparation	Besoin en réhabilitation	Besoin en construction
Nbre de salles de classe				
Nbre de salles d'enseignants				

	Portes	Fenêtres	Murs	Toiture
Nombre				
Type de dommage (Décrire)				

Dans le cas où l'infrastructure est sérieusement endommagée:

- Les enfants fréquentent l'école dans d'autres bâtiments (spécifier où?) \_\_\_\_\_  
 Les enfants étudient à l'extérieur sans abri \_\_\_\_\_

3. EAU et LATRINES
--------------------

Voire fiche attachée

4. INFORMATIONS GENERALES SUR LES ELEVES A L'ECOLE ET HORS DE L'ECOLE									
		Nbre de salles de classe	Résidents		Déplacés		Retournés		Total
			M	F	M	F	M	F	
Classe 1									
Classe 2									
Classe 3									

Classe 4									
Classe 5									
Classe 6									
Enfants inscrits mais ne fréquentant plus l'école									
TOTAL									

4.1. Est-ce que les enfants inscrits cette année sont les mêmes que ceux de l'année précédente ?

OUI       NON

Si non, quelle est la raison du changement ?

Les enfants ont quitté le village à cause du conflit

Nombre d'enfants :

Date de déplacement :

Les enfants sont retournées récemment

Nombre d'enfants :

Date de retour :

Autres raisons, spécifier : \_\_\_\_\_

4.2. Quel est le montant de frais scolaires pour chaque élève? (Tous les frais) : \_\_\_\_\_

Qui paye les frais scolaires? Spécifier: \_\_\_\_\_

4.3. Principales raisons d'abandon scolaire:

Manque de facilités (Fournitures, salles, pupitres...)  Ecole endommagée/détruite  Insécurité

Longue distance  Travail domestique important  Frais de scolarité  Non inscrits car viennent de retourner  Les enfants étaient recrutés comme soldats par les forces et groupes armés

Raison culturelle  Autres raisons, spécifier: \_\_\_\_\_

4.4 Principales raisons de la faible fréquentation scolaire des filles:

Manque de facilités (Fournitures, salles, pupitres...)  Ecole endommagée/détruite  Insécurité

Longue distance  Travail domestique important  Frais de scolarité

Non inscrites car viennent de retourner  Les enfants étaient recrutés comme soldats par les forces et groupes armés  Raison culturelle  Autres raisons, spécifier: \_\_\_\_\_

#### 5. NOMBRE D'ENFANTS PROVENANT D'AUTRES VILLAGES

Mentionner toute remarque relative à la sécurité sur la route ou autres problèmes pour aller à l'école:

\_\_\_\_\_

6. INFORMATIONS GENERALES SUR LES ENSEIGNANTS DE L'ECOLE								
	Résidents		Déplacés		Retournés		Total	Nbre d'enseignant / Nbre d'élèves
	M	F	M	F	M	F		
Classe 1								
Classe 2								
Classe 3								
Classe 4								
Classe 5								
Classe 6								
TOTAL								

6.1. Est-ce que tous les enseignants étaient là (présents dans l'école) au cours de l'année scolaire passée?  OUI  NON

Si la réponse est « non », pourquoi ?  Ils étaient déplacés  Insécurité  Paiement irrégulier

Autres raisons, spécifier: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Est-ce que les enseignants sont payés ?  Oui  Non

Si la réponse est « oui », par qui ?  L'état  Les parents  Ils enseignent gratuitement

6.2. Les enseignants sont-ils formés/recyclés?  Oui  Non

Si la réponse est « oui », quand est-ce que la dernière formation a eu lieu ? \_\_\_\_\_

Veuillez spécifier le module de formation : \_\_\_\_\_

6.3. Les enseignants sont-ils formés pour des besoins spécifiques des enfants vulnérables?

Spécifier : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Commentaires sur les besoins et/ou information sur les actions suggérées:  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

7. INFORMATIONS SUR LES CLASSES			
	Nbre de vacation	Nbre d'élèves dans chaque salle de classe	Nbre de différentes classes/âges fusionnées (décrire)
Classe 1			
Classe 2			
Classe 3			
Classe 4			
Classe 5			
Classe 6			

Dans le cas de multiple vacation, décrire les raisons et spécifier les détails:  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

8. MOBILIERS SCOLAIRES				
	Nbre de salles de classe équipées	Nbre de pupitres dans chaque classe	Nbre de tableaux noirs	Présence du bancs pour l'enseignant
Classe 1				
Classe 2				
Classe 3				
Classe 4				
Classe 5				
Classe 6				

Besoins en mobiliers: Spécifier le type/la quantité  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



## 9. MATERIELS SCOLAIRES

## 9.a. MATERIELS SCOLAIRES

A quel type de matériel les élèves et les enseignants ont accès?

	100%	70%	50%	30%	0%
cahiers					
manuels					
stylos					
crayons					
ardoise					
touche					
craie					
registres					
guides					
PNEP					

## 9.b MATERIELLES EDUCATIVES

L'école reçoit-elle des Kits scolaires? Spécifier ci-dessous:

Date	Kits élèves		Kits enseignants		Kits récréatifs	
	Nbre	Contenu	Nbre	Contenu	Nbre	Contenu
		-----		-----		-----
		-----		-----		-----
		-----		-----		-----
		-----		-----		-----
		-----		-----		-----

## 10. CONDITIONS SECURITAIRES D'ACCES A L'ECOLE

Y a-t-il des problèmes concernant:

 Le manque de liberté de mouvement

Spécifier: \_\_\_\_\_

 La présence des groupes armés ou dispositifs militaires a coté l'école -

Spécifier: \_\_\_\_\_

 La poursuite de recrutement des enfants ou d'harcèlement et menaces par des groupes armés -

Spécifier: \_\_\_\_\_

 Les cas d'harcèlements ou de violences sexuels rapportés dans l'école - Spécifier: \_\_\_\_\_ La présence des engins explosifs non explosés ou mines a coté de l'école - Spécifier: \_\_\_\_\_

## 11. VULNERABILITES

Type	Nombre		Commentaires sur les vulnérabilités des enfants et les actions menées pour les supporter ou les assister
	M	F	
Enfants handicapés (spécifier le type)			
Orphelines ou Enfants séparés			
EAFGAs			

Enfants affectés/affligés (par le conflit)			
Minorités ethniques discriminées			

Ajouter n'importe quel besoin spécifique et suggérer les actions nécessaires:

---



---

12. NUTRITION ET HYGIENE			
Questions	OUI	NON	Commentaires
L'école dispose-t-elle de vivres? Y a-t-il une cantine?			
Les enfants mangent-ils pendant la journée ?			Si oui, <input type="checkbox"/> 1 repas <input type="checkbox"/> 2 repas <input type="checkbox"/> plusieurs repas
L'école est-elle propre?			<input type="checkbox"/> Il y a beaucoup d'ordure
Les latrines sont-elles propres?			<input type="checkbox"/> Il y a des traces de fèces <input type="checkbox"/> Il y a la présence de mouches <input type="checkbox"/> Il y a des odeur
Les autres aires d'aisance, à côté de l'école?			
Les enfants sont-ils propres?			<input type="checkbox"/> Ils lavent-ils leurs corps et leurs vêtements régulièrement
Le savon est-il disponible?			
Les enfants lavent-ils leurs mains avec du savon?			
Y a-t-il des activités de promotion hygiénique dans l'école?			Spécifier,
Y a t il de l'eau usées prêt de l'école?			
Est-ce que les enfants entrent en contact avec ces eaux ?			Spécifier,

### 13. SUPPORT COMMUNITAIRE A L'EDUCATION

Existe-t-il un comité parental ?  OUI  NON Est-il actif ?  OUI  NON  
Spécifier les activités: \_\_\_\_\_

Existe-t-il un comité d'enseignants?  OUI  NON Est-il actif ?  OUI  NON  
Spécifier les activités: \_\_\_\_\_

#### RECOMMANDATIONS:

- 1) \_\_\_\_\_
- 2) \_\_\_\_\_
- 3) \_\_\_\_\_
- 4) \_\_\_\_\_
- 5) \_\_\_\_\_

- Attacher des photos de l'école
- Attacher le sketch du plan de l'école

**4.5. Annexe 2 - Fiche d'évaluation au niveau du ménage**

PEAR ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE D'EVALUATION AU NIVEAU DU MENAGE

Date \_\_\_\_\_ ONG / Evalueur \_\_\_\_\_

Village/Site	Province
Territoire	Sous-division

Nom du chef de famille : \_\_\_\_\_ Profession: \_\_\_\_\_

Nom de la mère: \_\_\_\_\_ Profession: \_\_\_\_\_

Nombre total de Membres du ménage: \_\_\_\_\_

Nombre d'enfants		
Age	M	F
0 - 5 ans		
6 - 12 ans		
13 - 18 ans		

Y a-t-il des enfants vulnérables dans votre famille  Oui  Non
 Décrire si :  Handicapés  Affligés  Ex combattants  
 Victimes des Violences sexuelles  Enfants séparés  Orphelins
La famille est-elle?  Résident  Déplacées

De quel village ? \_\_\_\_\_

Durée du déplacement: \_\_\_\_\_

Vous voulez rester dans ce village pour longtemps ?  Oui  Non Jusqu' à la fin de l'école  Jusqu' à la fin du trimestre  Retourner

Où vivait-elle pendant le déplacement? \_\_\_\_\_

Durée du déplacement: \_\_\_\_\_ Date de retour : \_\_\_\_\_

**1. Participation scolaire****1.1. Scolarisation au niveau de l'école primaire**Les enfants âgés de 6 à 12 ans fréquentent-ils l'école primaire?  Oui  NonLes enfants âgés de 13 à 18 ans fréquentent-ils l'école primaire?  Oui  Non

SI NON	SI OUI
Quelle est la raison pour laquelle les enfants ne vont pas à l'école? <input type="checkbox"/> Manque de facilités (Fournitures, salles, pupitres...) <input type="checkbox"/> Ecole endommagée/détruite <input type="checkbox"/> Insécurité <input type="checkbox"/> Longue distance <input type="checkbox"/> Travail domestique important <input type="checkbox"/> Frais de scolarité <input type="checkbox"/> Non inscrits car ils viennent de retourner <input type="checkbox"/> Les enfants ont/avaient été recrutés comme soldats par les forces et groupes armés <input type="checkbox"/> Raison culturelle <input type="checkbox"/> Autres raisons, spécifier: _____	Dans quelle classe les enfants étudient-ils ? 1) _____ 2) _____ 3) _____ 4) _____  Les enfants ont-ils fait la classe terminale du TENAFEP? 1) _____ 2) _____ 3) _____ 4) _____

<p>Combien de temps les enfants ont-ils passé sans fréquenter l'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>4) _____</p> <p>Sont-ils en train de recevoir un autre type d'éducation ? Si oui, spécifier le type et la classe</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>4) _____</p>	<p>Les enfants ont-ils réussi au TENAFEP?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>4) _____</p>
--	---

### 1.2. Participation des filles

Les filles fréquentent-elles l'école primaire?  Oui  Non

<p>SI NON</p> <p>Quelle est la raison pour laquelle les filles ne vont pas à l'école?</p> <p><input type="checkbox"/> Manque de facilités (Fournitures, salles, pupitres...)</p> <p><input type="checkbox"/> Ecole endommagée/détruite</p> <p><input type="checkbox"/> Insécurité <input type="checkbox"/> Longue distance</p> <p><input type="checkbox"/> Travail domestique important <input type="checkbox"/> Frais de scolarité</p> <p><input type="checkbox"/> Non inscrits car viennent de retourner</p> <p><input type="checkbox"/> Les enfants étaient recrutés comme soldats par les forces et groupes armés</p> <p><input type="checkbox"/> Raison culturelle</p> <p><input type="checkbox"/> Autres raisons, spécifier: _____</p> <p>_____</p> <p>Jusqu'à quel âge ont-elles fréquenté l'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>Combien de temps ont-elles passé sans fréquenter l'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>Sont-elles en train de recevoir un autre type d'éducation ? Si oui, spécifier le type et le degré</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p>	<p>SI OUI</p> <p>Quelles classes fréquentent-elles?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>Quel type d'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p>
--	---

2. Sécurité – accès à l'écoleL'école est-elle loin de la maison ?  Oui  Non

Quelle est la distance? Spécifier \_\_\_\_\_

Par quel moyen les enfants vont à l'école? \_\_\_\_\_

La route est-elle en sécurité? Si non, quels sont les principaux problèmes ? \_\_\_\_\_

L'école est-elle en sécurité? Si non, quels sont les principaux problèmes ? \_\_\_\_\_

3. Vulnérabilités

Y a-t-il des enfants vulnérables qui fréquentent l'école?

Sont-ils supportés?  Oui  Non

4 Quels sont les trois principaux problèmes auxquels vous faites face en supportant l'éducation de vos enfants?

- 1) \_\_\_\_\_
- 2) \_\_\_\_\_
- 3) \_\_\_\_\_

## PARTIE RESERVEE AUX FAMILLES RETOURNEES

(Si ce n'est pas le cas, passer à la partie appropriée)

Les enfants étudiaient-ils pendant la période de déplacement?  Oui  Non

<p>SI NON</p> <p>Quelle est la raison pour laquelle les enfants n'allaient pas à l'école?</p> <p><input type="checkbox"/> Manque de facilités (Fournitures, salles, pupitres...)</p> <p><input type="checkbox"/> Ecole endommagée/détruite</p> <p><input type="checkbox"/> Insécurité <input type="checkbox"/> Longue distance</p> <p><input type="checkbox"/> Travail domestique important <input type="checkbox"/> Frais de scolarité</p> <p><input type="checkbox"/> Les enfants étaient recrutés comme soldats par les forces et groupes armés <input type="checkbox"/> Raison culturelle</p> <p><input type="checkbox"/> Autres raisons, spécifier: _____</p> <p>Jusqu'à quel âge ont-ils fréquenté l'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>Combien de temps ont-ils passé sans fréquenter l'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>Pendant le déplacement, les enfants ont-ils reçu un autre type d'éducation ?</p> <p>Si oui, spécifier le type (et la classe, si nécessaire) ?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p>	<p>SI OUI</p> <p>Quelles classes fréquentaient-ils?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p> <p>Quel type d'école?</p> <p>1) _____</p> <p>2) _____</p> <p>3) _____</p>
---	---

## **5. LES RESULTATS ATTENDUS PAR LES INITIATEURS DU PEAR ET LES PREOCCUPATIONS DES DELEGUES**

### **5.1. Attentes des initiateurs**

- 160 évaluations sur la couverture PEAR d'ensemble : pour Nord-Kivu, Sud-Kivu, Katanga et Ituri ;
- 100.000 ménages des déplacés à assister au retour ;
- 200.000 élèves à assister dans les zones de retour : pour l'enseignement primaire, avec de petites réhabilitations et l'apport d'objets scolaires.

### **5.2. Préoccupations des délégués**

5.2.1. Quelle ligne de démarcation y a-t-il entre les évaluations du PEAR et les autres actions sur terrain ?

- Réponse

Le PEAR n'a pas le rôle de suivi ou d'évaluation pour les autres institutions/intervenants. Néanmoins, il est nécessaire qu'il y ait harmonisation entre le RRM et le PEAR sur la question de distribution des kits et les indicateurs de suivi et d'évaluation, d'autant plus que le RRM apporte de l'assistance aux déplacés de moins de 3 mois en milieu de déplacement, et le PEAR va faire de même en milieu de retour, avec une similitude d'échéance de moins de 3 mois de présence dans les milieux d'origine ou de résidence habituelle (d'où les populations concernées étaient parties)

5.2.2. Qui est supposé devoir/pouvoir assurer le transport des retournés ?  
Il y a-t-il une disposition particulière à ce sujet ?

- Réponse

Il n'y a pas une réponse précise ou spécifique à cette question. Néanmoins, elle suscite une autre préoccupation, celle de recueillir des informations sur les distances qui séparent les lieux respectifs de déplacement et ceux de retour. Ceci fera normalement partie des attributions des missions « Go and See » et « Come and Tell » à confier aux officiers d'information.

5.2.3. S'agira-t-il d'une assistance adressée aux écoliers en tant qu'individus retournés et à leurs familles individuelles ou il s'agira alors d'interventions au profit des communautés ?

- Réponse

Il s'agit de l'assistance aux ménages affectés et ciblés par le programme, en ce qui concerne les articles non vivres et les abris d'urgence. Cependant, les autres actions telles que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la réfection/réparation des écoles bénéficieront les communautés ou villages entiers.

- Complément à la réponse ci haut

Il est arrivé que le RRM s'occupe des retournés qui n'avaient jamais reçu une quelconque assistance au cours de leur séjour en zone de déplacement. Maintenant, avec le lancement du PEAR et sa présence imminente sur le terrain, les critères devront être redéfinis.

Le renforcement des capacités des partenaires à la base peut contribuer à résoudre le problème lié au genre. L'initiative PEAR doit insister sur la participation des femmes et pas nécessairement sur les objets dont elles doivent bénéficier. Il vaut mieux de prendre soins de s'adresser plus aux femmes étant donné qu'elles sont directement et naturellement concernées par le sort des enfants.

5.2.4. Le PEAR a-t-il tenu compte des règles de parité en ce qui concerne l'embauche au sein des organisations partenaires ou points focaux ?

- Soutien à la question par l'UNICEF

Evidemment, il est utile, compte tenu de certains aspects spécifiques concernant les femmes dans les situations de conflit, post-conflit ou désastre liés aux catastrophes naturelles, d'associer ces dernières aux discussions et interviews en rapport avec leur statut et responsabilités sociales. De ce fait et dans beaucoup de circonstances, la présence des figures féminines s'avère nécessaire au sein des équipes d'évaluations, voire celles d'interventions pendant la phase de l'assistance proprement dite.

- Réaction de CRS

Nous avons l'habitude, lors de nos sélections pour l'embauche, de privilégier la candidature de la femme devant un cas de deux candidatures de même profile (entre un homme et une femme). Si nous n'avons pas pu recruter des femmes pour cette opportunité d'embauche concernant le PEAR, c'est tout simplement parce que la situation ne nous a pas offert l'occasion de procéder de cette manière là.

- Apport de SOLIDARITES

Nous avons reçu très peu de candidatures des femmes, et cela malgré notre volonté d'équilibrer. Eu égard les besoins liés aux enquêtes au sein de ménages pour le PEAR, la préférence était d'abord la femme.

- Réplique d'AVSI

AVSI a composé des équipes mixtes d'officiers d'information. Le bureau a néanmoins reçu beaucoup de postulants féminins pour les postes d'administration et de secrétariat où elles ont été retenues et non pour les postes spécifiques de MSA.

- Complément de NRC

Il n'y a pas eu satisfaction au teste de recrutement de la part des femmes qui ont postulé pour le compte du PEAR dans notre institution.

5.2.5. Pourquoi le RRM avait pris la présence de moins de 3 mois sur le lieu de déplacement comme critère pour ses interventions, et c'est la même échéance qui est « coptée » par/pour l'initiative PEAR concernant les déplacés de retour dans leurs communautés ou milieux habituels de vie ?

- Réalités humanitaires et professionnelles

Toute action humanitaire a besoin d'une identification préalable des bénéficiaires et des zones potentielles d'intervention avant la mise en œuvre concrète du programme/projet. Cette approche est bien entendue liée aux stratégies à arrêter, dont la mobilisation de ressources en personnels, matériels et finances est toujours limitée. C'est aussi le cas du PEAR. Il est donc indispensable que les variables soient identifiés, que les indicateurs soient définis et que les critères soient arrêtés pour toute intervention humanitaire rationnelle et effective.

- Autres raisons exposées par une déléguée du PNUD

D'une manière générale, les communautés affectées par des situations de crise ont, après une certaine période, un accès modeste/adéquate/consistant ou durable à des ressources. Ceci est consécutif soit aux activités génératrices de revenu, soit à d'autres dynamiques dans lesquelles les membres desdites communautés s'engagent afin de retrouver la stabilité, subsister ou faire face à une situation déstabilisatrice qui peut subvenir de manière inattendue ou à n'importe

quel moment. Ces dispositions de prise en charge sont cependant désignées par des vocables divers, selon la compréhension et les usages dans différents secteurs ou milieux, tels que le vocable « livelihood » que les uns définissent en français par l'expression « moyens de subsistance » et les autres le désigne comme étant les « mécanismes de survie ». Les approches sont donc diversifiées pour le livelihood, mais il y a tout de même un consentement sur ses cinq composantes ou piliers à savoir : (1) capital humain, (2) capital social – relations de pouvoir, niveau de participation, d'appui et de support, (3) capital naturel – environnement, (4) capital physique – services disponibles et (5) capital financier.

- Déplacés de moins de 3 mois : ceci n'est pas un critère absolu de par l'expérience d'un délégué de SOLIDARITES dans le RRM.

Lors de la collecte de données les évaluateurs apprécient les niveaux de vulnérabilité en rapport avec des critères connus au départ. Curieusement, la décision n'implique pas automatiquement une assistance parce que les déplacés de moins de 3 mois ne sont pas nécessairement bénéficiaires, parce que les causes de déplacement et ses conséquences ne sont pas toujours les mêmes. Il existe des déplacements préventifs (planifiés) et ceux qui se font de manière catastrophique (subite). Au constat des besoins au sein de la population, voir l'exemple des déplacés récents de Sake à 24 Km sur l'axe nord-ouest qui débouche au sud à Bukavu, on a constaté toute une série de problèmes qui nous ont contraint d'intervenir immédiatement. C'est ainsi qu'il y a de fois nécessité d'interventions conjointes entre plusieurs organisations pour couvrir les besoins essentiels. Mais ceci ne peut évidemment pas être le cas dans toutes les circonstances.

5.2.6. Au regard des représentations des offices & agences des Nations Unies dans ce séminaire atelier consacré d'une part à l'éducation dans les situations post-confliktuelles, l'opinion se demanderait le pourquoi de l'absence d'une délégation de l'UNESCO qui est pourtant une agence faisant partie de la coordination du Réseau Interinstitutionnel pour l'Education dans les situations d'Urgence, de Post-Urgence et début de Reconstruction (INEE en sigle anglais). Aussi, les outils d'évaluation développés par l'INEE sont-ils entrain d'être vulgarisés à travers le monde.

- Point de vue d'une représentante de l'UNICEF

Le MSEE n'est pas l'affaire de l'UNESCO seulement, il y a bien d'organisations qui y sont impliquées et qui ont contribué à développer les MSEE. Il y a aussi d'autres agences des Nations Unies qui aurait pu participer à ce séminaire, mais elles ne sont pas présente parce qu'elles n'ont pas tout simplement été invitées. Cela ne signifie pas que l'initiative PEAR ne les concerne pas.



## **6. DES LIENS ENTRE LE PEAR ET LA MISE EN APPLICATION DES NORMES MINIMALES POUR L'EDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE ET DE POST-URGENCE (MSEE)**

A partir des outils d'évaluation multisectorielle fournis par le séminaire atelier de lancement du PEAR, il en ressort que cette initiative présente bien de points d'inter complémentarité avec les MSEE suivant les cinq points majeurs sur lesquels sont axés les normes instituées par le Réseau Inter Agences pour l'Education dans les situations d'Urgence, Crise chronique et début de Reconstruction (INEE en sigle anglais). Prenant l'exemple des évaluations dans le secteur d'éducation pour le PEAR, il est à relever ce qui suit :

### 6.1. Norme appliquée à toutes les catégories d'intervention

- Participation des communautés et ressources locales,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) du village – page 11, point 6.

### 6.2. Normes d'accès à l'éducation et milieu d'apprentissage

- Partenariat pour la promotion de l'éducation,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) de l'école – page 13, points 4, 4.2, 5, 9.a, 9.b, 11 et 13.
- Rapprochement avec d'autres secteurs d'intervention,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) de l'école – page 17, point 12.
- Garantie pour la sécurité, le bien-être physique, intellectuel et psychologique,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) de l'école – page 16, point 10.

### 6.3. Norme concernant l'enseignement et l'apprentissage

- Eléments essentiels pour contribuer à un enseignement efficace,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) de l'école – page 15, point 6.1 et 6.2

### 6.4. Norme en rapport avec les enseignants et autres personnels éducatifs

- Administration et gestion des ressources humaines,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) de l'école – page 14, point 6, 6.1 et 6.2.

### 6.5. Norme liée à la politique d'éducation et coordination

- Formulation des politiques d'éducation,  
Lien avec le PEAR, voir la fiche d'évaluation (MSA) du village, point 2 / régime de gestion ; voir également la fiche d'évaluation (MSA) de l'école – page 17, point 13 / recommandations.

## 7. CONCLUSION

Dans des séances de discussion, réflexion ou formation organisées par des institutions intervenant dans le traitement de conflit et dans bien d'autres secteurs à travers le monde, il n'a pas été cessé de rappeler que les conflits sont là en permanence avec la nature humaine et tout ce qui l'entoure l'homme, l'essentiel étant donc d'essayer d'y apporter des solutions ou de savoir comment les traiter afin qu'ils aient une issue favorable, humaine et dans la dignité. Cette approche n'exclut vraiment pas que les circonstances conflictuelles de ces deux dernières décennies, accompagnées de tous leurs dégâts ne soient prises en tant que des « occasions complémentaires » permettant d'adapter des théories aux réalités pratiques nouvelles/changeantes/évolutives, en vue de réajuster les stratégies pour mieux répondre aux préoccupations immédiates et/ou avoir des projections plus rassurantes sur des urgences en rapport avec les souffrances des personnes humaines.

En outre, l'école a appris à ceux qui l'ont fréquentée (nous croyons bien) que l'apprentissage de l'histoire nous sert à faire une rétrospective sur les événements du passé, avec un objectif secondaire de nous faire comprendre les réalités du temps présent, pour que nous agissions de manière conséquentes en nous référant aux faits antérieurs et dans le but de nous prédisposer à faire face aux situations complexes dans le future ou à préparer les nouvelles générations à améliorer leurs conditions générales de vie sur cette terre. Le lancement du Programme Elargi pour l'Assistance au Retour des personnes déplacées (PEAR) étant une initiative qui arrive de manière complémentaire au Mécanisme de Réponse Rapide (MRR ou RRM en sigle anglais - Rapid Response Mechanism), il est donc le bienvenu dans le monde humanitaire. C'est un autre pas en avant dans les défis contre des limitations constatées durant plusieurs années concernant le cadre juridique et les genres d'interventions humanitaires appropriés dans le contexte de déplacements forcés des personnes à l'intérieur de leur pays.

La RDC, ce grand pays africains que d'aucuns considèreraient désormais comme ayant vu naître des innovations dans l'humanitaire, se féliciterait d'avoir abrité des assises assez importantes d'où rayonneront certainement de bonnes pratiques à travers des projets pilotes auxquels se consacrent toute une série d'institutions aux spécificités humanitaires diverses, voire même agissant avec une extension dans le monde diplomatique, au regard de l'envergure du plaidoyer mis en œuvre pour lesdites innovations.

Les Congolais, un peuple meurtri par des affres de guerre, comme leurs voisins de la sous région des Grands Lacs et d'autres peuples africains, ne sont donc pas des peuples et nations voués aux histoires macabres et aux expositions d'ossements mémoriels illustrant le génocide, l'ensevelissement d'être vifs dans des fausses communes ou d'autres genres de tuerie, mais il est souhaitable de dire que ce sont des peuples et nations ayant connus des situations désastreuses qui servent de leçons, références et inspirations aux communs des mortels. Ces situations déplorables vécues deviennent enfin des opportunités pour de nouvelles perspectives visant le bien-être commun et la sauvegarde de l'humanité.

**BIBLIOGRAPHIE**

- UNOCHA Plan d'Action 2006 – République Démocratique du Congo ;  
Chapitre 5. Créer des liens entre les secours  
et la réduction de la pauvreté  
Publication OCHA – Kinshasa, 2006
- UNOCHA Principes Directeur Relatifs aux Déplacements à l'intérieur  
du pays ;  
Avant-propos  
Publication OCHA – New York, 1999
- REBECA WINTHOP Urgence, éducation et innovation ;  
Article extrait du numéro supplémentaire  
« Education et conflit : recherche, politique et pratique »  
Publié par Migration Forcée (Revue) - Centre d'Etudes sur les  
Réfugiés & Université d'Oxford - octobre 2006

Les points de vue et considérations extraits d'autres publications, et repris dans ce périodique,  
sont ceux de leurs auteurs et ne doivent pas être attribués à ArtHum, à ses membres,  
aux structures qui lui sont affiliées ou à toute autre personne agissant au nom de l'association.

© Artistes pour l'Humanité (ArtHum) 2007